



HAL
open science

Fonderie MBF de Saint-Claude : “ C’est tout l’équilibre d’une région qui est menacé ”

Alexandre Barbet, Natacha Devanda

► To cite this version:

Alexandre Barbet, Natacha Devanda. Fonderie MBF de Saint-Claude : “ C’est tout l’équilibre d’une région qui est menacé ”. 2021. hal-03482806

HAL Id: hal-03482806

<https://hal.inrae.fr/hal-03482806>

Submitted on 16 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCONOMIE

Fonderie MBF de Saint-Claude : « C'est tout l'équilibre d'une région qui est menacé »

NATACHA DEVANDA • MIS EN LIGNE LE 23 JUIN 2021

Voilà, c'est fini... Mardi 22 juin, le tribunal de commerce de Dijon a prononcé la liquidation de la fonderie automobile MBF de Saint-Claude (Jura). Quelque 270 salariés permanents et des dizaines de CDD et intérimaires vont perdre leur boulot. Alexandre Barbet, doctorant-chercheur en sociologie au Centre d'Économie et de Sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux, revient sur l'importance historique de cette usine dans la ville.

EXCLU WEB



Charlie Hebdo : la fonderie MBF vient d'être mise en liquidation judiciaire. Que vous inspire ce verdict ?

Alexandre Barbet : c'est une nouvelle terrible pour le bassin. Il s'agit évidemment de l'issue la plus difficile, même face aux « mesures sociales » employées traditionnellement pour réduire les effectifs salariés de l'industrie (préretraites, primes au départ volontaire, congés conversion, etc.). La liquidation judiciaire intervient alors qu'un plan d'action de 50 millions d'euros vient d'être conclu entre le gouvernement, les constructeurs français et la Plateforme automobile (PFA) pour accompagner la reconversion des salariés de la filière automobile et des fonderies plus particulièrement.

Que représente la fonderie à Saint-Claude ?

Comme j'ai pu l'entendre maintes fois à l'occasion de manifestations : « *Si MBF coule, c'est Saint-Claude qui coule.* » Il n'est pas simplement question de 300 emplois, mais bien de l'équilibre économique et démographique – déjà précaire – du bassin, des sous-traitants qui travaillent pour la fonderie aux commerçants et artisans, aux assistantes maternelles, aux classes dans les écoles et à l'hôpital de proximité. Au milieu des années 2000, la fonderie représentait encore un millier d'emplois. Un Sanclaudien sur cinq vivait plus ou moins directement de cette usine. Manzoni-Bouchot est un site emblématique de la ville qui, à l'instar des industries de la pipe et du diamant au cours des siècles passés, a fait la prospérité de la cité depuis l'après-guerre. La capitale du Haut-Jura est historiquement une terre d'accueil et c'est également chez Manzoni qu'ont travaillé et que continuent aujourd'hui de travailler de nombreux ouvriers immigrés, artisans de la croissance industrielle dans la vallée. Comme j'ai pu l'entendre à de nombreuses reprises ici, si MBF devait fermer, c'est « *une partie de l'âme de Saint-Claude* » qui s'en irait avec elle. On y est.

On parle des salariés lorsqu'une usine est menacée ou qu'elle ferme et puis plus rien. Qu'est-ce que cela dit de notre rapport au monde ouvrier ?

Le phénomène n'est malheureusement ni nouveau ni propre à Saint-Claude. Depuis les années 1980, la désindustrialisation est allée de pair avec une invisibilisation croissante de la composante ouvrière des classes populaires et un affaiblissement des organisations politiques et syndicales qui ont longtemps eu le monopole de leur représentation.

À LIRE AUSSI : [Nail Yalcin : « Bercy donne 50 millions pour fermer les fonderies quand une dizaine suffirait pour sauver MBF »](#)

Que vont devenir les salariés ?

Dans un bassin d'emploi déjà sinistré, la perspective d'une fermeture de la fonderie est difficilement acceptable pour beaucoup de salariés. Beaucoup n'ont connu que Manzoni-Bouchot, certains y travaillent depuis plus de vingt ans. Les ouvriers et les ouvrières sont attachés à leur usine, à leurs machines-outils et fiers de leurs savoir-faire. Ils ont « mal au cœur » à l'idée de voir leurs presses « bazardees ». Et l'inquiétude est d'autant plus grande pour les ouvriers peu qualifiés. « *Dans l'usine, y'a des gens qui sont illettrés mais qui ont de l'or dans les doigts ! C'est pour eux qu'on s'inquiète surtout. Ils vont devenir quoi tous ceux-là ?* », s'inquiétait un ouvrier rencontré sur un piquet de grève. D'autres trouveront peut-être à se faire embaucher en Suisse où les ouvriers qualifiés du bassin sont particulièrement recherchés. Les formations horlogères seraient déjà « pleines de MBF », selon un technicien. L'avenir seul nous dira quelles seront les

conséquences de cette fermeture pour la région d'une part, et quels seront les effets des actions engagées par l'État pour y remédier d'autre part. On peut tout de même faire l'hypothèse que cette faillite du premier employeur du bassin fait courir le risque d'importantes inégalités face à l'avenir entre les salariés. Les moins qualifiés qui occupaient un emploi stable à l'usine risquent plus que les autres de basculer dans la précarité, confrontés par exemple au travail intérimaire. Ce sont des logiques malheureusement connues des sociologues et analysées depuis les années 1980 dans d'autres bassins industriels touchés par des processus similaires et également voués à la « reconversion » et à la « requalification », à l'image de celui de Longwy en Lorraine.

Quel rapport aux politiques ont les salariés de MBF ?

Si les ouvriers et les ouvrières ont bien compris qu'il fallait s'adresser « aux politiques » pour faire entendre leur voix, ce dont ils se doutaient aussi, c'est qu'ils allaient être « utilisés », « récupérés » à des fins politiques dans un contexte électoral. À l'approche des élections, un véritable « défilé » s'est organisé dans la fonderie. Des responsables politiques et syndicaux, non seulement locaux mais aussi nationaux – fait assez rare pour être souligné dans une région comme celle-ci, ont visité la fonderie et tenu un discours devant les salariés. Si une partie des fondeurs s'est réjouie de cet éclairage politico-médiatique, c'est le désenchantement qui était de mise pour les autres. « *Ils s'en foutent de nous. Ils viennent tous juste faire leur campagne* », me confiait une ouvrière, à l'écart de l'agitation entourant la visite du leader de la France Insoumise. Il règne une certaine méfiance envers la classe politique. Ce rapport désenchanté au monde de la politique n'est pas surprenant non plus, et a été très largement documenté ces dernières décennies par les chercheurs en sciences sociales. Cela tient notamment d'une désaffection des organisations partisanes et syndicales pour le « populaire » et d'un brouillage des clivages politiques traditionnels. En retour, l'identification politique à gauche est devenue aujourd'hui moins évidente pour ces fractions des classes populaires qui faisaient pourtant historiquement le cœur de cet électorat.

Du coup, la fonderie, est-elle un enjeu politique ?

Au-delà du réservoir de votes qu'elle peut représenter, si la question du devenir de la fonderie devient aussi un enjeu politique, c'est qu'elle s'insère plus largement dans une problématique du déclin du bassin, enjeu récurrent des élections politiques locales à Saint-Claude comme certainement dans nombre d'autres espaces ruraux confrontés à des transformations analogues. Tout l'enjeu pour les acteurs politiques consiste à proposer des solutions pour tirer Saint-Claude d'une « léthargie », du « marasme », d'enrayer son « déclin », pour reprendre les expressions des responsables politiques et candidats aux élections. C'est aussi dans ce contexte que le travail frontalier vers la Suisse se développe, et ce malgré un long et tortueux voyage quotidien sur les routes départementales qui, depuis Saint-Claude, rejoignent, à travers le massif, la vallée horlogère ou le bassin genevois. Une des dernières propositions d'une partie de la droite pour les élections départementales et régionales de ce week-end est d'ailleurs, sur la base d'un projet de 1969, de réaliser un tunnel entre Saint-Claude et Genève pour désenclaver la région. Les uns y voient une façon de redynamiser le bassin et d'autres craignent de voir s'installer dans la région une économie frontalière (contraction du chômage, important pouvoir d'achat des frontaliers et prospérité économique au prix d'une flambée de l'immobilier et d'une éviction des plus pauvres ou encore d'une augmentation du trafic et de la pollution automobile dans un cadre naturel protégé). •

Propos recueillis par Natacha Devanda



D'AUTRES ARTICLES ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

« INDEMNITÉ INFLATION » : VOUS AVEZ UN MESSAGE DE JEAN NOËL

L'essence augmente, et c'est rien la panique au gouvernement. Du coup, il distribue de l'argent n'importe comment, quitte à oublier celles et ceux qui en ont le plus besoin, tout en ne faisant rien contre la pollution. Du grand art. Face à la hausse du prix du carburant, le gouvernement avait plusieurs solutions : diminuer les taxes ; geler les prix ; ou verser un chèque aux ménages. C'est finalement la

JACQUES LITTAUER • LE 22 OCTOBRE 2021

ÉCONOMIE

PAS DE LICENCIEMENT POUR LES SALARIÉS NON VACCINÉS (ENFIN PRESQUE)

Cette fois-ci, le gouvernement a reculé. Lui qui a réussi l'exploit de diminuer le chômage durant la pire crise économique de l'ère contemporaine, et qui ne cesse de brandir la menace d'une réforme des retraites, histoire de bien inquiéter la population, a mis fin à ce projet radical : licencier les salariés non vaccinés.

JACQUES LITTAUER • LE 7 AOÛT 2021